

# Vladimir Poutine retrouve la présidence de la Fédération de Russie

de Corinne Deloy

## Resultats

Sans surprise, le Premier ministre sortant Vladimir Poutine (Russie unie, ER) a été élu dès le premier tour de scrutin à la présidence de la Fédération de Russie avec 63,64% des suffrages. Guennadi Ziouganov (Parti communiste, KPRF) est arrivé en deuxième position avec 17,18% des voix. Il est suivi par Vladimir Jirinovski, qui a obtenu 7,94% des suffrages, et l'homme d'affaires Mikhaïl Prokhorov (Juste cause, PD), qui a recueilli 6,22% des voix. Enfin, l'ancien leader de Russie juste (SR), Sergueï Mironov, a obtenu 3,85% des suffrages. Rappelons que le mandat présidentiel est désormais de six ans en Russie. Vladimir Poutine occupera donc la tête de la Fédération jusqu'en 2018.

Près des 2/3 des Russes se sont rendus aux urnes : la participation s'est élevée à 65,25%, soit très légèrement supérieure à celle enregistrée lors de la dernière élection présidentielle du 2 mars 2008 (+ 1,47 point).

De nombreuses fraudes ont été dénoncées, notamment des bourrages d'urnes, des transports massifs d'électeurs et diverses manipulations lors du dépouillement. Le communiste Guennadi Ziouganov a parlé « *d'un scrutin de voleurs, absolument illégitime, malhonnête et opaque* ». Après avoir déposé son bulletin dans l'urne, il avait souligné que si Vladimir Poutine recueillait environ 60% des suffrages, cela constituerait la preuve que le vote a été falsifié. « *N'importe quelle personne raisonnable comprend très bien que c'est impossible sans frauder, sans voler les voix* » avait-il affirmé.

Le résultat, attendu, n'était pas le réel enjeu de l'élection présidentielle russe. En effet, l'incertitude domine sur ce que sera le troisième mandat de Vladimir Poutine à la tête de la Russie. Après les manifestations consécutives aux élections législatives du 4 décembre dernier, remportées par le parti au pouvoir de Russie unie, chacun se demande comment le nouveau président de la Fédération va gérer le mécontentement populaire qui s'est exprimé au cours des dernières semaines, tout d'abord pour dénoncer les fraudes électorales puis, plus largement, pour demander le départ de Vladimir Poutine.

Lors de sa campagne électorale, le leader de Russie unie a tout promis à tout le monde, par

exemple en annonçant une hausse des salaires des enseignants, des médecins et des policiers, des pensions de retraite, des bourses d'étudiants et des allocations versées aux familles augmentation des budgets de la défense et de la police. Cependant, la Russie n'a pas été épargnée par la crise économique internationale. Les prix du gaz et du pétrole, ressources importantes du pays, sont en baisse et Vladimir Poutine aura du mal à accroître encore les dépenses publiques qui s'élèvent déjà à 40% du PIB.

Pour remporter l'élection présidentielle du 4 mars, le Premier ministre sortant a joué sur son registre habituel : la peur du retour au chaos des années 1990. Il a, de façon inhabituelle, expliqué son programme, une première dans l'histoire électo-

rale russe. L'homme, autoritaire et qui a su éliminer toute opposition au cours de ses années au pouvoir, tient beaucoup à son vernis de légitimité et se bat pour ne pas être comparé aux dictateurs que sont Alexandre Loukachenko en Biélorussie ou encore Bachar el Assad en Syrie. Au niveau politique, il s'est déclaré prêt à réfléchir à la façon de desserrer les lois sur l'enregistrement des partis politiques et a appelé à restaurer – sous conditions – l'élection des gouverneurs régionaux – nommés par le pouvoir en place – qu'il avait lui-même abolie au cours de son premier mandat à la tête de la Fédération de Russie (2000-2004). Enfin, le candidat de Russie unie s'est engagé à lutter plus efficacement contre la corruption. « *Vladimir Poutine ne peut pas lutter contre la corruption. Cela l'obligerait à porter des coups dans son entourage. Alors que sa popularité est en baisse, il ne va pas faire la guerre à son propre camp* » a toutefois indiqué le politologue Mark Ournov de l'École supérieure d'économie.

Les trois quarts des Russes (73%) se déclarent insatisfaits de la politique du gouvernement selon une enquête d'opinion réalisée par le Centre Levada et publiée fin décembre 2011. La société russe s'est transformée depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine il y a 12 ans. Une partie de la population s'est enrichie. Mieux éduquée, elle est plus exigeante. La classe moyenne russe accepte de moins en moins de voir le jeu politique confisqué par les hommes de Vladimir Poutine ou l'économie profiter aux seuls oligarques. « *Ce n'est pas vers la stabilité que nous nous dirigeons mais vers la stagnation : l'économie ne se développe pas et le système n'est pas efficace* » a déclaré le politologue de l'Institut des expertises stratégiques à Moscou, Alexandre Konovalov. « *L'espoir ou l'illusion qu'un système de ce genre, ultra centralisé et autoritaire, peut assurer un développement économique stable sur le long terme s'amenuise petit à petit* » a indiqué Lev Goudkov, directeur du Centre Levada. « *Le prochain mandat pourrait être tragique pour Vladimir Poutine. Il va devoir régler des douzaines de problèmes socio-économiques et s'il veut les résoudre, il risque de perdre le soutien de son électorat* » a souligné

Igor Bunin, chef du Centre pour la technologie politique de Moscou.

Devant cette situation, Vladimir Poutine est face à une alternative : la répression contre les manifestations et le renforcement des tendances autoritaires et de la volonté de fermeture du régime ou bien l'ouverture par des réformes pour aller vers une pluralisation et une décentralisation de la scène politique. Si peu d'analystes croient à l'imminence d'une révolution dans leur pays, très peu nombreux sont également ceux qui imaginent que le régime de Vladimir Poutine puisse perdurer sans se réformer.

A l'issue de l'élection présidentielle (et même avant l'annonce des premiers résultats), de très nombreux partisans de Vladimir Poutine se sont rassemblés sur la place du Manège près du Kremlin à Moscou pour une manifestation de soutien au nouveau président de la Fédération. « *Je vous avais promis que nous serions vainqueurs. Nous avons gagné. Gloire à la Russie !* » a déclaré le nouveau chef de l'Etat, qui a ajouté « *nous avons gagné dans un combat ouvert, honnête et impartial* ». « *Nos électeurs savent faire la différence entre le désir du renouveau et les provocations politiques dont le but est de détruire notre Etat. Le peuple russe a clairement repoussé les tentatives de ses ennemis qui cherchaient à détruire l'Etat et à usurper le pouvoir. Le peuple a montré aujourd'hui que de tels scénarios ne s'imposeront pas sur notre terre. Nous avons prouvé que personne ne pouvait nous désunir et que personne ne pouvait rien nous imposer. Rien ni personne ! Ils ne passeront pas ! Ce scrutin présidentiel était un test. Nous avons vaincu* » a encore affirmé Vladimir Poutine.

Les forces de l'opposition ont appelé à un rassemblement pour le 5 mars sur la place Loubianka à Moscou, en face du siège du Service fédéral de sécurité (FSB, ancien KGB).

Vladimir Poutine a remporté l'élection présidentielle du 4 mars. Sortira-t-il victorieux de son troisième mandat à la tête de la Fédération de Russie ?

**Résultats de l'élection présidentielle du 4 mars 2012 en Russie**

Participation : 65,25%

| Partis politiques  | Nombre de voix obtenues | Pourcentage des suffrages recueillis |
|--|-------------------------|--------------------------------------|
| <b>Vladimir Poutine (Russie unie, ER)</b>                  | 45 513 001              | 63,64                                |
| <b>Guennadi Ziouganov (Parti communiste, KPRF)</b>         | 12 288 624              | 17,18                                |
| <b>Vladimir Jirinovski (Parti démocrate-libéral, LDPR)</b> | 5 680 558               | 7,94                                 |
| <b>Sergueï Mironov (Russie juste, SR)</b>                  | 4 448 959               | 6,22                                 |
| <b>Mikhaïl Prokhorov (Juste cause, PD)</b>                 | 2 755 642               | 3,85                                 |

Source : Site internet de la Commission électorale centrale de Russie ([http://www.vybory.izbirkom.ru/region/region/izbirkom?action=show&root=1&tvd=100100031793509&vrn=100100031793505&region=0&global=1&sub\\_region=0&prver=0&pronetvd=null&vivid=100100031793509&type=226](http://www.vybory.izbirkom.ru/region/region/izbirkom?action=show&root=1&tvd=100100031793509&vrn=100100031793505&region=0&global=1&sub_region=0&prver=0&pronetvd=null&vivid=100100031793509&type=226))

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
**[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)**

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.